

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 15 MAI 1979 - N°915

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Chine-Vietnam : libération de prisonniers sur initiative chinoise

Après la décision unilatérale de la Chine de libérer une centaine de prisonniers vietnamiens, Hanoï a accepté de commencer à libérer des prisonniers chinois. Les négociateurs vietnamiens l'ont annoncé samedi, lors de la quatrième séance des négociations sino-vietnamiennes.

Lire en page 7

Etats-Unis : le Sénat menace de rejeter l'accord SALT

Le groupe républicain du Sénat US a menacé de ne pas ratifier les accords SALT avec l'URSS, pour lesquels une majorité des deux tiers est nécessaire. Le secrétaire d'Etat Vance a estimé que cela entraînerait «une très grave tension, avec toutes les conséquences qui peuvent en découler».

Lire en page 8

CFDT : Maire n'a pas eu de chèque en blanc

Quitus mal voté, direction mal élue : la direction confédérale CFDT ne se tire pas très bien du congrès du «recentrage». Sur-tout après que la motion sur les 35 heures sans perte de salaire ait été approuvée malgré ses manœuvres. Il reste à la gauche syndicale, qui a affirmé son existence, à dégager des perspectives crédibles.

Lire en pages 2 et 8

23^e congrès du PCF MARCHAIS BROUILLE LES PISTES

- Propos favorables à l'Union de la gauche après les critiques contre le PS
- Attaques, puis offres de discussions pour les militants critiques
- Leroy éliminé du Secrétariat



Marchais en compagnie de Leroy, qui est rétrogradé.

Le congrès du PCF laissera une impression de demi-teinte. De vives critiques ont été adressées au PS, mais d'aussi vives affirmations sur la volonté de reconstruire l'Union de la gauche ont été formulées. Pas un changement de stratégie, comme on a pu le dire ici ou là : l'objectif reste bien la venue au pouvoir du PCF par le biais d'une alliance électorale avec les socialistes. Mais dans les deux années qui s'ouvrent, qui ne verront pas d'échéances électorales posant le problème du pouvoir central, le PCF aura comme objectif primordial son propre renforcement, et l'affaiblissement de l'audience du PS, l'alliance avec lui restant, au bout du chemin, la seule solution possible pour le PCF.

Giscard en Alsace :

MA CAMPAGNE N'EST PAS ELECTORALE, ELLE EST EUROPEENNE

Giscard est pour deux jours en Alsace, mardi et mercredi. Il a prétendu vendredi qu'il n'interviendrait pas dans la compétition électorale pour le 10 juin. Ce qui ne va pas l'empêcher de traiter dans son discours... de l'Europe, question centrale de la campagne électorale en cours. Sur place, l'ordonnateur des cérémonies, Hubert Bassot, a mobilisé le ban et l'arrière-ban pour assurer un voyage à grand spectacle. Mais l'Alsace qui n'intéresse pas Giscard sera elle aussi au rendez-vous : la CFDT, la CGT et la FEN appellent à une manifestation mardi à 15 heures, place Kléber à Strasbourg.

Lire en page 4

L'ombre de la contestation aura plané sur le congrès. Les militants oppositionnels, durement attaqués au début du congrès, ont reçu une offre de dialogue à la fin. Et comme l'activité du PCF parmi les intellectuels avait laissé à désirer, les deux responsables du travail dans leur direction, Chambaz et Guy Besse, sont éliminés du Bureau politique. Leroy, considéré comme intransigeant face à la contestation, perd son poste au secrétariat. Carotte pour les militants critiques après le bâton ?

Lire en pages 5 et 6

La «revanche» des 35 heures

De nos envoyés spéciaux

Le débat sur la politique d'action a été l'occasion d'une dure bataille sur la revendication prioritaire de la CFDT, les 35 heures. Un paragraphe du texte présenté par le bureau national visait en fait à faire passer en silence l'acceptation de perte de salaire, sous une forme ou sous une autre, en compensation des 35 heures.

La première partie du paragraphe était positive, sur la durée du travail; la 2^e introduisait cette idée de compensation. Le choix initial était donc faussé! Une première bataille s'engagea donc pour disjoindre

les deux parties du texte, à l'aide d'une motion d'ordre largement votée (57,3 % pour). Puis on passa au débat sur le fond. Défendant fermement les 35 heures sans perte de salaire, au nom de 25 syndicats de la région Auvergne et de 18 syndicats de Rhône-Alpes, Jean-Claude Bazetoux, secrétaire de l'URI Auvergne, ancien O.S. de chez Michelin, remporta une large adhésion, puis-

que les 35 heures sans perte de salaire furent exigées par 61,8 % des mandats. Contre cette revendication, la confédération avait envoyé à la tribune Y. Lichtenberger, de la fédération Services Livre, fraîchement élu au Bureau national, sur des bases de gauche d'ailleurs. Il osa dire, par exemple: «*Nous n'accepterons pas de considérer l'attitude de la CFDT par*

rapport à la compensation salariale contre les 35 heures, comme la mesure d'une évolution réformatrice». Cette prise de position, considérée par beaucoup comme un retournement de veste, valut à celui que certains appellent déjà «l'étoile de Mer/Maire», des sifflets et des injures: «*A la soupe !*», lui criaient-ils de la salle.

Pour tous ceux qui refusaient la bipolarisation or-

ganisée des débats, pour tous ceux qui en avaient assez qu'on se jette des étiquettes à la tête et qui demandent des perspectives d'action, cette victoire a été ce qu'ils appellent «leur revanche». C'est là un point d'ancrage solide pour les batailles à venir.

Le choix de l'Europe

Le débat sur la «politique internationale», venant en fin de congrès, n'a pas passionné les délégués. Ces questions restent malheureusement, l'affaire de spécialistes, elles sont rarement, sinon jamais, abordées dans les sections. Le congrès avait pourtant deux décisions importantes à prendre: le retrait de la CMT, et une position sur l'Europe.

Sur le retrait de la CMT, le syndicat du personnel des Caisses d'Épargne et le SGEN de Versailles ont proposé une motion de renvoi du débat au prochain congrès. Leurs arguments étaient de deux ordres: D'abord, l'absence bien réelle de débat sur ces questions; ensuite, la crainte que cette désaffiliation de la CMT se transforme dans les années à venir en adhésion à la CISL. Pourtant, peut-on choisir entre ces deux confédérations mondiales, dont les liens avec l'impérialisme sont connus? Le congrès refusa ce faux choix. Rien n'interdit d'ailleurs, si les menaces d'entrée dans la CISL se précisent, de les combattre de pied ferme au moment voulu! La motion fut donc rejetée.

Deuxième point, l'Europe, avec deux amendements. L'un refusait de considérer le travail syndical en direction de l'Europe comme prioritaire, l'autre revenait à se prononcer contre l'élargissement de l'Europe à l'Espagne, à la Grèce et au Portugal, en mettant unilatéralement l'accent sur les conséquences négatives de cet élargissement. Ces deux amendements ont été refusés.

(...) Une résolution action d'un congrès confédéral doit contenir les objectifs de mobilisation que l'organisation propose aux travailleurs; en matière de réduction du temps de travail, des objectifs sont clairement affirmés au 4-2 de la résolution puisqu'il est précisé clairement: la réduction du temps de travail sans perte de salaire vers les 35 heures. Alors pourquoi cet amendement qui introduit des contradictions et risque d'entraîner l'organisation à une pratique syndicale confuse?

S'il est normal que les revendications du temps de travail soient diversifiées en fonction de la réalité des horaires pratiqués, nous n'avons pas à introduire des inégalités entre les entreprises, les branches, localités ou

régions en parlant de compensation de la réduction du temps de travail.

D'ailleurs dans un certain nombre d'entreprises ou de branches, des résultats ont été obtenus sur la réduction du temps de travail sans qu'il soit à aucun moment question de la compensation. C'est la même chose au niveau européen où dans un certain nombre de pays la réduction du temps de travail en dessous de 40 heures a été obtenue sans perte de salaire; c'est le cas de la Belgique citée hier à cette tribune qui fait les 36 heures sans perte de salaire. Alors pourquoi, alors qu'il s'engage une campagne au niveau de la CES, la CFDT irait parler de compensation? Il ne faut pas confondre les objectifs de mobilisation et la prati-

que des négociations. Comment cela se passe-t-il dans les conflits? Les travailleurs engagent l'action sur un ou des objectifs et c'est seulement au moment des négociations qu'après débat avec l'organisation syndicale, ils acceptent ou n'acceptent pas le compromis qui ressort de la négociation.

Cette pratique syndicale est claire et cohérente et c'est cette pratique qu'il faut confirmer et mettre en œuvre.

La réduction du temps de travail sans perte de salaire est un objectif clair et unifiant. Avancer dès le départ des objectifs de réduction du temps de travail avec perte de salaire pour certaines catégories de travailleurs n'est pas mobilisateur. C'est dès le départ prendre le risque

de se couper de certaines catégories de travailleurs et par conséquent ne pas réunir les conditions de création d'un rapport de force favorable. (...)

On nous a dit hier à cette tribune, que cette compensation devait se faire dans le cadre d'une hiérarchie de 1 à 6. Mais cela pose le problème de savoir comment nous articulons avec notre politique salariale et comment nous voulons attaquer les inégalités. Nous sommes, nous, pour une pratique syndicale claire, il ne faut pas mélanger les problèmes et attaquer les inégalités de revenus tous azimuts. La réduction des inégalités de revenu doit s'attaquer sur le plan des salaires et de la fiscalité et pas sur le plan de la réduction du temps de travail.

En conclusion, les opposants à cet amendement se prononcent pour la seule affirmation d'un objectif clair, mobilisateur et unifiant, «la réduction du temps de travail sans perte de salaire vers les 35 heures», se prononcent pour une pratique syndicale claire, cohérente, proposent aux travailleurs une action de masse vigoureuse et demandent au congrès de rejeter la dernière partie de l'amendement proposé par le Bureau national par un vote par mandats.

L'objectif prioritaire de la CFDT pour les trois ans, c'est la réduction du temps de travail, ce n'est pas la réduction des salaires.

1^o Election des membres de la Commission Exécutive.

Votants 31

Majorité: 16

Ont obtenu:

Georges BEGOT	21 voix
Robert BONO	29 voix
Jacques CHEREQUE	29 voix
Pierre HUREAU	29 voix
Jeannette LAOT	29 voix
Hubert LESIRE OGREL	25 voix
Edmond MAIRE	27 voix
Noël MANDRAY	29 voix
Albert MERCIER	28 voix
Michel ROLANT	27 voix

2^o Election du Secrétaire Général

— Edmond MAIRE 28 voix

3^o Election du Secrétaire Général Adjoint

— Jacques CHEREQUE 27 voix

4^o Election du Trésorier Confédéral

— Pierre HUREAU 30 voix

5^o Responsabilités des fonctions au sein de la Commission Exécutive (Secteurs confédéraux)

— Secteur Action Revendicative	
Albert MERCIER	26 voix
Jeannette LAOT	27 voix
— Secteur Action Sociale Cadre de vie	
Robert BONO	30 voix
— Secteur Economique Emploi Education Permanente	
Michel ROLANT	29 voix
Georges BEGOT	20 voix
— Secteur Politique et Culturel	
Hubert LESIRE OGREL	23 voix
— Secteur Organisation et Formation	
Noël MANDRAY	27 voix
Le Bureau National a décidé ensuite, sans vote, de confier:	
— Le secteur Information à Pierre HUREAU	
— Le secteur International à Jacques CHEREQUE	

Trois remarques au moins:

- 1) Jacques Chêrèque, élu dernier au Bureau National, passe 2^e à la Commission Exécutive!
- 2) Le secteur Organisation est confié à Noël Mandray, en remplacement du normalisateur Decailion. Noël Mandray est un fidèle de Maire.
- 3) Le secteur information est confié à Pierre Hureau: un homme «à poigne» s'occupera donc entre autres de *Syndicalisme Hebdo*.



Sur le fonctionnement

Un débat piégé

La caractéristique fondamentale du débat sur le fonctionnement a été, sans aucun doute, qu'il a été complètement piégé.

Ainsi, au texte du Bureau national condamnant le partage systématique des mandats, était opposé un amendement demandant ce partage systématique, tandis qu'une motion proposant d'enlever tout caractère systématique au partage des mandats, mais ne condamnant pas tout partage, était écarté sans vote!

De même, le Bureau national avait retenu un amendement des Métaux de

la Sarthe, dont les termes étaient tellement ambigus que les syndicats qui l'avaient déposé l'ont finalement retiré! Pour le Bureau national, cet amendement aurait pu être intéressant: il pouvait être interprété de fait comme un renforcement du rôle des syndicats contre les sections! Encore un amendement dont le choix n'était pas un hasard! On peut se féliciter que les syndicats déposants aient refusé de jouer ce jeu dangereux, à leur corps défendant.

Mais surtout, le débat sur le fonctionnement comportait une partie sur

les «normalisations», avec un amendement déposé par le syndicat cheminots de Côte d'Or, qui précisait: «*Des faits de collusion ouverte avec le patronat peuvent être cause de conflits au sein d'une section ou entre une section et un syndicat*», et qui était au texte original le flou permettant toutes les «normalisations»: non respect des règles de fonctionnement démocratique et des orientations que se donne l'organisation syndicale, ainsi que la mise en œuvre d'une pratique contraire à la conception du syndicalisme de masse et de classe de la CFDT...». La défense de cet amen-

dement fut d'un tel schématisme, mêlant tous les problèmes, globalisant toutes les critiques, lançant des anathèmes que le vote, sur un texte pourtant fondamentalement juste et recueillant l'accord d'une quantité non négligeable de congressistes, ne recueillit pas plus de 17,2 % de pour. Un chiffre sans rapport avec l'écho rencontré par les gars d'Usinor-Dunkerque, avec le refus de l'arbitraire et de la répression qui existe largement dans les rangs de la CFDT! Le vote global de la résolution en donne une idée: sur 24 058 votants, 8 506 se sont abstenus ou ont voté contre!

Solmer-Fos

LES GREVES TOURNANTES SE POURSUIVANT, LE PATRON LOCK-OUTE TOUTE L'USINE

La «reprise» telle qu'elle était décrite les jours derniers à la Solmer se révélait bien différente des fins de grèves dans le déroulement. Cela se sentait, la question des grèves tournantes était posée. En effet dans la nuit de jeudi à vendredi, alors que le haut fourneau n°2 commençait à crâcher de la «bonne» fonte, les aciéristes de l'équipe de nuit ont à nouveau arrêté le travail. La réaction de la direction a été immédiate et violente. «Si le mouvement ne cesse pas avant ce soir, l'usine sera fermée» déclarait-elle. Cela n'a pas suffi à briser la combativité. Les aciéristes du poste du matin, puis ceux du poste de l'après-midi ont refusé de reprendre leur travail. Un peu partout dans la Solmer, on assistait à des débrayages. La direction a alors lock-outé tout le monde à partir de 21 heures. A la radio, elle n'a pas hésité, pour intimider, à parler de

fermeture «définitive» (sic) de l'usine !

Les sidérurgistes ne se laissent pas impressionner par une menace aussi peu vraisemblable. Il est bien évident que la bourgeoisie entend liquider une partie de la sidérurgie mais certainement pas Fos qui, avec Dunkerque est l'usine la plus «performante».

STOCKS AU PLUS BAS...

La nervosité de la direction de la Solmer s'explique facilement : on dit en effet que les stocks de tôles des constructeurs automobiles seraient tombés à un niveau dangereusement bas.

...CHIFFRES DE PRODUCTIONS EN CHUTE LIBRE

Par ailleurs, les statistiques révèlent que les différentes luttes ont entraîné une baisse de production

de 90 000 tonnes au mois d'avril, soit une baisse de production de 40,4 % par rapport au mois d'avril de l'an passé.

Les réactions extrêmement vives de la bourgeoisie, dès que les travailleurs s'en prennent à la production, confirment à leur manière que c'est bien le levier qu'il faut utiliser pour s'opposer à ses mesures.

LE LOCK-OUT : ARME ANTIGREVE DE DIVISION

L'utilisation aussi automatique de l'arme du lock-out par le patronat est une attaque grave contre les travailleurs. Le but avoué de la manœuvre, on le sait, est de retirer une partie de son efficacité aux mouvements des grévistes. Par ce biais le patron ne paye plus les ouvriers appartenant aux secteurs paralysés en amont et en aval du secteur bloqué,

mais les renvoie carrément chez eux, sans les payer. La perte financière n'intervient alors pour lui qu'au niveau du manque à gagner sur l'exploitation, mais il ne s'y ajoute plus les salaires des ouvriers rendus inactifs par la grève d'un secteur. De surcroît par ce moyen, les patrons escomptent bien dresser les ouvriers lock-outés contre leurs camarades en lutte. La lutte de Dunkerque, récemment, a montré que cela ne marchait plus aussi bien. A Fos en tous cas, le patronat aura du mal à affaiblir le mouvement par ce biais, la combativité étant grande dans la plupart des secteurs.

L'Assemblée générale convoquée par les syndicats lundi à 9 h 30, devant le Self N° 1 doit très probablement le confirmer.

François MARCHADIER

Centre de tri de Rouen - Gare

LA DIRECTION RECULE ET FRAPPE

La direction des PTT a choisi la répression pour terminer la grève du centre de tri de Rouen Gare.

Celle-ci, commencée le 6 avril, devait aboutir à l'octroi de 32 emplois nouveaux. En AG, il était alors décidé à la veille du 1^{er} mai de suspendre la grève, bien que la direction ait refusé les 18 emplois supplémentaires nécessaires à une réelle amélioration des conditions de travail du centre.

La direction décide à ce moment-là de licencier un auxiliaire ayant 7 ans d'ancienneté! Les camarades de son atelier décident de riposter immédiatement et

le 2 mai, tout le secteur est en grève. Le lendemain soir, 50% des trieurs débrayent en solidarité. Les flics interviennent dans la nuit pour maintenir les grilles ouvertes. A l'AG du 4 mai, il est décidé de concentrer le tir sur le retrait de la sanction visant le postier licencié, les postiers déposent un préavis de grève.

La direction, pour toute réponse, suspend 12 postiers! Par ailleurs, par procès-verbal 532, une enquête est ouverte contre tous les postiers qui se sont mis en lutte sans préavis.

● Manucentre (Millau) pour conserver leur emploi les ouvrières occupent et redémarrent la production

A Millau, les ouvrières de l'usine Manucentre occupent leur usine pour la deuxième fois en deux mois. La menace de fermeture planait sans qu'il soit possible de savoir quand elle aurait lieu. Le 20 avril, en prenant le travail, elles constatent la disparition de trois machines principales : aussitôt elles occupent. A midi elles reçoivent leur lettre de licenciement : l'usine ferme ses portes. Depuis une vingtaine d'ouvrières occupent jour et nuit. Elles ont fait redémarrer une chaîne de production, toutes de vieilles machines. Cette production n'est pas envisagée comme une reprise en main de l'usine mais simplement pour populariser le conflit avec des ventes militantes et pour récolter de l'argent. Les ouvrières de Manucentre sont décidées à aller jusqu'au bout. Petit à petit, la solidarité s'organise. Le 2 mai une équipe de l'EDF venue pour couper le courant se voit reconduite à la porte.

A pied d'œuvre jour et nuit, les ouvrières sont décidées à sauver leur emploi.

● Tous à Bobigny mardi

Le 28 juin 1976, Mohamed Rezzi avait la tête écrasée sous une presse de 600 tonnes à l'entreprise Bendix de Drancy.

Deux des dispositifs principaux de sécurité avaient été enlevés. L'ingénieur chargé de la sécurité avait, dit-on, signalé par lettres que les conditions de travail de cette usine étaient dangereuses. Peu de temps après, il n'appartenait plus à cette importante entreprise de 1 500 salariés, pour l'essentiel immigrés.

La CFDT, partie civile, appelle à assister au procès le 15 mai à 13 h 30, au tribunal de Bobigny. Les deux directeurs et les trois cadres, responsables, doivent être condamnés !

● Alstom Unelec : graves menaces sur l'emploi

Au dernier comité central d'entreprise de l'Alstom Unelec, la direction a laissé augurer le pire en ce qui concerne l'avenir de Beaucourt dans le territoire de Belfort. Spécialisée dans la fabrication de moteurs électriques, cette entreprise semble être d'ores et déjà sacrifiée par la direction. Résultat probable : 1050 chômeurs supplémentaires dans le Territoire dès 1981, et 200 immédiatement.

«Ces menaces interviennent au moment où les établissements de Saint-Quentin, Vierzon, Petit Quevilly et Fourchambaud connaissent d'importantes difficultés : réductions d'horaires non compensées allant jusqu'à 32 heures par semaine et mesures de licenciements déguisées en pré-retraites» précise un communiqué de la CFDT.

GREVE RATP

La grève de certaines lignes de métro à laquelle appelaient la CGT et le Syndicat autonome, vendredi à Paris, a été bien suivie. Les grévistes protestent contre la suppression de certaines rames et de nombreux postes de conducteurs.

AMIENS : COUP DE FEU FASCISTE

Dans la nuit de jeudi à vendredi, à 2 heures du matin, des fascistes ont tiré des coups de feu contre des militants de la CGT en discussion devant la Bourse du Travail d'Amiens.

LIBERTES DEMOCRATIQUES ENCORE MENACÉES

Après la réglementation du droit de grève à la télévision, l'amicale parlementaire — petites et moyennes entreprises — a décidé de déposer un projet de loi réglementant le droit de grève dans les services publics. «Il faut que cessent les grèves qui pénalisent les usagers industriels» déclare-t-elle.

● Grève à l'hôpital psychiatrique de Rouen

Les travailleurs de l'hôpital psychiatrique de Sotteville-lès-Rouen sont en grève pour les 35 heures, les 2 800 francs minimum, 250 francs pour tous, la titularisation des auxiliaires et l'ouverture d'une crèche dans l'entreprise. Cette lutte est conduite dans l'unité par la CGT et la CFDT. Les grévistes tiennent un piquet de grève et ont inauguré une crèche sauvage. Quand leurs camarades du centre de tri ont eu à faire face aux flics, une délégation des hospitaliers en grève est allée immédiatement leur apporter leur soutien.

Hôpital Louis-Mourier à Colombes (Hauts-de-Seine)

GREVE ADMINISTRATIVE AU CENTRE I.V.G.

Tract diffusé par le personnel du centre IVG de Louis-Mourier :

«Avortements et contraception gratuits au centre de contraception et d'interruption volontaire de grossesse, pour une meilleure application de la loi Veil.

Voici trois ans et demi que fonctionne le centre de contraception et d'interruption volontaire de grossesse (IVG) de l'hôpital Louis-Mourier de Colombes (Hauts-de-Seine) ; le personnel du centre a toujours refusé de pratiquer uniquement des IVG, sans consacrer aussi une large part de ses activités à la contraception et à l'information. Les consultations de contraception ne font qu'augmenter, or le centre de contraception et d'IVG n'a toujours pas reçu l'agrément officiel pour délivrer gratuitement la contraception aux mineures et aux femmes non-assurées sociales.

Cette même loi prévoit que l'information concernant la contraception soit largement diffusée. Nous sommes sollicités très fréquemment pour aller dans les CET, lycées, Foyers, écoles d'infirmières ou d'assistantes sociales, faire des informations sur la contraception. Cette activité qui fait partie du travail de prévention en matière d'IVG, n'est pas reconnue comme faisant partie de notre travail. D'autre part, aucun stage d'externe, d'élève infirmier ou aide-soignant n'est prévu au centre ; il serait pourtant important que ces étudiants aient une bonne formation concernant la contraception et l'IVG.

Le fonctionnement du centre repose uniquement sur les médecins vacataires, pour la plupart généralistes. Ils touchent 110 F pour une demi-journée de présence où ils pratiquent deux IVG et cinq à six consultations. Pour les femmes le prix d'une IVG est de 445 F à 771 F. Dans les établissements privés, les honoraires des médecins sont fixés officiellement à 180 F par IVG, et après une enquête sur l'ensemble de la France, il apparaît que les médecins de Colombes sont les plus mal payés. Reconnaître l'importance des centres IVG, c'est aussi donner un salaire normal aux médecins qui y travaillent.

Nous réclamons donc : — D'être reconnus officiellement comme un centre de contraception. — De pouvoir faire des

informations sur la contraception à l'extérieur de l'hôpital, sur notre temps de travail.

— La possibilité pour les étudiants en médecine, élèves infirmiers, aides-soignants qui le désirent de venir en stage au centre. — Une rémunération décente pour les médecins.

Nous avons déjà effectué de nombreuses démarches auprès de la direction générale de l'assistance publique, de la DDASS, et du ministère de la Santé pour les informer de ces problèmes. Toutes ces administrations ont reçu nos demandes, et toutes se sont montrées impuissantes à nous satisfaire, se rejetant les responsabilités.

Devant cette situation, nous avons décidé d'agir par nos propres moyens. Depuis le 3 mai, les médecins font une grève administrative. L'activité d'IVG et de contraception continue mais gratuitement pour toutes les femmes. Cette lutte ne se situe pas uniquement dans le cadre de l'hôpital Louis-Mourier, mais elle veut poser aux responsables de la Santé le problème de l'application de la loi Veil. Il est bien entendu que toute pression administrative qui conduirait à une fermeture du centre, causerait un grave préjudice aux nombreuses femmes qui viennent y consulter. Une telle décision aurait de fâcheuses conséquences et l'administration centrale, en porterait seule la responsabilité.

Communiqué commun PCR ml - OCF ml

Le PCRml et l'OCFml soutiennent totalement la lutte énergique des sidérurgistes, en particulier de Denain et de Longwy, contre les licenciements. Elles saluent dans la lutte des sidérurgistes un exemple pour tous les autres secteurs ouvriers qui sont ou seront touchés par la crise.

Nos organisations constatent que seules les luttes dures de Denain et de Longwy ont permis de percer le mur de silence qui entoure les attaques contre les acquis ouvriers, l'emploi, le pouvoir d'achat, les conditions de vie, les libertés. Seules ces luttes ont obligé le gouvernement au recul même limité que constitue le report des décisions de certains licenciements.

Nos organisations avec nombre de sidérurgistes sont persuadés que les dernières mesures gouvernementales (pré-retraite à 50 ans, prime de 50 000 francs) ont aussi pour but d'obtenir bouchée par bouchée les licenciements qui n'ont pas pu être obtenus d'un coup. Le patronat spéculé sur le fait qu'il est difficile pour les plus anciens de refuser une retraite bien méritée et pour les jeunes de ne pas être tentés par la prime de départ. Y compris ceux qui accepteraient les mesures gouvernementales doivent continuer à soutenir la lutte car il reste de toute façon tous les autres qui sont la majorité et pour qui les perspectives sont sombres.

Nos organisations sont persuadées que la lutte sera longue et dure : elles assurent les sidérurgistes de tout leur soutien sur cette longue période.

Les travailleurs n'ont pas à faire les frais d'une crise dont seul le système capitaliste est responsable :

DEFENSE DE TOUS LES ACQUIS DES LUTTES PRECEDENTES !

Nos organisations mettent en garde les travailleurs contre les positions du PCF qui, relayées dans la CGT, divisent la lutte et tentent de la conduire dans une impasse.

— par le chauvinisme antiallemand éhonté, le mot d'ordre du PCF «Non à l'Europe allemande» cache mal le fond de son programme qui est «Non à l'Europe indépendante de l'URSS».

— par ses méthodes bureaucratiques, le manque de démocratie dans la conduite de la lutte, ses attaques y compris physiques contre ceux qui le contestent.

Ses positions actuelles en apparence dures ne sont que de la démagogie pour refaire le terrain perdu, utiliser la lutte dans sa campagne contre l'Europe pour les élections du 10 juin. La venue de Marchais à Longwy le 22 mai en pleine campagne électorale en est une preuve.

Les efforts et les sacrifices qui ont déjà été nécessaires dans la lutte pour des résultats encore limités et qui risquent toujours d'être remis en question, comme le savent tous ceux qui n'en sont pas à leur premier licenciement, ont montré que le capitalisme ne peut satisfaire les travailleurs.

IL FAUT LA REVOLUTION, IL FAUT LE SOCIALISME !

Les méthodes du PCF inquiètent à juste titre tout le monde sur le genre de socialisme qu'il mettrait en place.

Voilà pourquoi nos organisations appellent les sidérurgistes à œuvrer à la construction d'un puissant parti ouvrier, à lutter pour la révolution et pour le socialisme qui seuls pourront assurer la liberté aux travailleurs.

GISCARD EN ALSACE : la crainte et le mépris

Les 14 et 15 mai, Giscard visite l'Alsace. Le temps fort de cette tournée électorale sera le 15 mai à Hoerdt, près de Strasbourg, où il doit prononcer un important discours européen.

La visite de Giscard est l'occasion d'un vaste déploiement policier. En plus des 4 à 5 000 CRS prévus pour sa garde personnelle à Hoerdt, depuis une dizaine de jours, Strasbourg est littéralement en état de siège la nuit.

Aux carrefours, ce ne sont que déploiement de CRS, mitrailleuse à la main et talkie-walkie en bandoulière. Il faut que les murs de Strasbourg restent vierges. Côté propagande, les hommes de Bassot, l'organisateur des rassemblements giscardiens, ratissent la campagne et pro-

d'accueil plusieurs maires décédés et qui n'ont pu dire le non qui leur était demandé. Les dernières nouvelles d'Alsace ne sont pas en reste : elles distribuent gratuitement avec le journal (dans certaines éditions à la campagne seulement) des centaines d'invitations, gratuites, évidemment.

L'Alsace, que Giscard visitera, est en plein bouleversement. Elle n'est plus celle qui voyait en de Gaulle son sauveur ou qui se confiait aux centristes pour résoudre ses problèmes. Depuis des années,

émigrer avec la lutte exemplaire des travailleurs de Schlumpf qui, à l'occasion de leur lutte contre les licenciements, ont rejeté 50 années de paternalisme et de despotisme quasi féodal. Dans la foulée, de nombreuses petites usines se sont lancées à leur tour dans la lutte, comme les travailleurs de Rhénalu, petite usine à la campagne, qui ont occupé pendant six semaines en plein hiver.

Depuis, ce sont les grandes entreprises qui sont entrées en lutte, comme les MDPA l'an dernier, la SACM à Mulhouse et plus près de nous, ceux de De Dietrich, dans le Nord de l'Alsace, pour les 35 heures et la 5^e

nombreuses mesures scolaires qui permettraient aux travailleurs alsaciens de se réapproprier leur culture et leur histoire.

DES FORCES NOUVELLES

Les écologistes, depuis quelques années, cristallisent au plan électoral une certaine opposition au capitalisme. Du Nord au Sud de l'Alsace, leurs scores électoraux restent stables, entre 6 et 10 %. Mais la crise qui les affecte actuellement montre les limites du rôle qu'ils ont pu jouer. C'est ainsi qu'ils ont été incapables d'organiser une réaction d'envergure à la suite de l'accident nucléaire de Three Mile Island. En témoigne aussi l'évolution de Radio Verte Fessenheim, qui, de radio strictement écologiste, tend à être aujourd'hui le porte-parole de «l'Alsace en lutte», ou encore du Comité pour la sauvegarde de la plaine du Rhin de Fessenheim, comité strictement antinucléaire, lui aussi, et qui vient de décider de se transformer en organisation de masse luttant contre tous les aspects de l'oppression quotidienne dans les villes, les cités. Sur le plan politique, Strasbourg présente la particularité d'être une des rares villes de France, si ce n'est la seule, où «l'extrême gauche» au sens large du terme, est capable de rivaliser sur le plan des mobilisations politiques avec la gauche prise dans son ensemble, et de dépasser largement, en certaines circonstances, celles réalisées par le PCF. En deux occasions, lors de l'exécution des révolutionnaires d'Espagne par Franco en 1975 et plus tard, lors de l'affaire des Comités de soldats, l'extrême-gauche a pris la direction des manifestations qui avaient été convoquées par les partis de gauche et les syndicats.



Affluence à une journée portes ouvertes à Schlumpf-Malmerspach en 1976.

mettent aux citoyens transports gratuits, beuveries et mangeaille pour faire la claque à Giscard.

AVEC LE SOUTIEN DES MORTS...

Dans le Nord de l'Alsace, les écoles seront fermées le 15 mai, et on enverra les petits enfants, drapeaux tricolores en main, accueillir Giscard. Des comités d'accueil avec les élus locaux ont été constitués, un peu partout. Pour en être, il fallait simplement ne pas répondre non à l'invitation qui a été adressée. C'est ainsi qu'on trouvera dans les comités

les gaullistes sont en perte de vitesse très nette. Les giscardiens, en tant que tels, sont quasi inexistantes. Sur le plan électoral, c'est le PS qui est la force montante et qui concurrence sévèrement les centristes. Le PCF, pour sa part, reste électoralement parlant, une force marginale dont le score oscille entre 4 et 10 % (dans une seule circonscription urbaine).

L'ALSACE QUE GISCARD NE VERRA PAS

L'Alsace que Giscard ne verra pas a commencé à

semaine de congés payés.

Comme le soulignait un syndicaliste de la CFDT à propos de cette dernière lutte, cela faisait vingt-cinq ans que les rues de Reichshoffen n'avaient pas été foulées par les travailleurs en lutte.

Cet éveil du mouvement ouvrier alsacien s'accompagne d'un mouvement de libération culturelle où les ouvriers et d'autres couches de la population osent affirmer leur identité culturelle alsacienne. Le mouvement trouve son prolongement dans un syndicat comme le SGEN qui lutte pour imposer de

D'après notre correspondant

● Propos musclés de Peyrefitte devant un congrès d'avocats

La Confédération syndicale des avocats est réputée pour sa modération. Le congrès de cette organisation avait toutefois formulé des critiques sur le rôle de la défense après une arrestation. Il réclamait qu'un avocat puisse être mis en rapport avec une personne interpellée dès son arrestation, pour éviter les aveux forcés obtenus par la police. Il formulait également des critiques contre la procédure de flagrant délit.

Peyrefitte a évacué d'un revers de manche les remarques critiques, refusant toute extension du rôle des avocats et s'en prenant au principe de l'abeas corpus, selon lequel toute personne gardée à vue doit être libérée si elle ne s'est pas vu notifier une inculpation par un tribunal dans les 48 heures. L'application de l'abeas corpus était pourtant prévue dans le programme de Blois.

Le « bon choix » européen de Giscard

Parlant ainsi sur RTL, Giscard a déclaré qu'il ne prendrait pas position entre les listes en présence dans la compétition : «Le président de la République, a-t-il dit, n'a pas à recommander telle ou telle liste dans la compétition européenne, puisqu'il s'agit avant tout — et je dirai exclusivement — de choisir des représentants qui iront siéger à l'Assemblée des Communautés européennes à Strasbourg».

Ces propos viennent à la suite des exhortations de Chirac demandant que le président ne prenne pas position dans l'élection en cours.

On peut toutefois se demander ce que va faire Giscard à Strasbourg ces lundi et mardi. Il s'agira pour lui, a-t-il indiqué, de rappeler «quels doivent être la présence et le rôle de la France en Europe».

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

LES NOUVEAUX DIRIGEANTS DU PCF, LEROY ET PIQUET ECARTÉS DU SECRETARIAT

Quelques modifications importantes ont été décidées dans la composition des organes de direction du PCF. Quelques départs ont eu lieu, en lien direct avec les difficultés rencontrées par le PCF dans la dernière période, notamment avec ses intellectuels. C'est ce qui ressort du rapport de la commission des candidatures, éternellement présidée par Gaston Plissonnier.



Juquin et Herzog, deux promus au B.P.

La commission a affirmé que le CC sortant a accompli les tâches qui lui étaient fixées par le 22^e congrès. En conséquence, elle a proposé la réélection de la plupart des membres sortants du comité central. 109 membres du comité central sortant ont été confirmés à leur place. Douze sont écartés, soit à leur demande, soit pour incompétence manifeste, soit pour désaccord politique. Parmi eux, on notera François Hincker, rédacteur en chef de *La*

Nouvelle Critique, qui avait formulé des critiques au lendemain des législatives. On main des législatives. On note le départ de Pierre Gensous, qui a été à la direction de la Fédération syndicale mondiale, ainsi que l'éviction de Jean Caplévic, destitué de ses fonctions de secrétaire fédéral du Rhône, et de Robert Lakota, ancien secrétaire de la fédération de l'Essonne.

43 nouveaux membres étaient proposés, la commission des candidatures

en a retenu 38. Parmi eux, Mazauric, qui s'était fait remarquer par une violente attaque contre les oppositionnels, et qui est chargé depuis peu de suivre la turbulente fédération des Bouches-du-Rhône. Notons également l'accession au CC d'André Sainjon, dirigeant de la CGT, de Zarka, membre de la direction des JC et successeur probable de Catala à la tête de cette organisation et de l'économiste Anicet Le Pors.

LE NOUVEAU BUREAU POLITIQUE : UN APPEL DU PIED AUX INTELLECTUELS

La désignation des dirigeants a tenu compte des problèmes rencontrés par le PCF dans ses rapports avec les intellectuels. Plissonnier soulignait dans son rapport : «*Des faiblesses sérieuses se sont manifestées dans l'activité du Parti parmi les intellectuels. Comme cela a été précisé à Vitry, et ici au congrès, des mesures efficaces vont être prises rapidement pour corriger cette situation.*»

Certains des changements intervenus dans la composition du bureau politique témoignent directement de ces difficultés : c'est ainsi que Guy Besse, directeur du Centre d'Etudes et de Recherches Marxistes, et Jacques Chambaz, chargé des problèmes des intellectuels et de la culture, membres sortants du BP, quittent leur poste. Deux autres membres sortants du Bureau politique sont évincés : Etienne Fajon (73 ans) et André Vieuguet (62 ans). Il ne faut peut-être pas y voir de raisons politiques : il est de tradition que chaque congrès, pour faire place à la génération montante, écarte des plus hautes instances du PCF certains des plus âgés de ses membres.

Significative des égards de la direction du PCF vis-à-vis des cadres et autres intellectuels est sans doute la promotion de quatre d'entre eux

qui font leur entrée au Bureau politique : Herzog, polytechnicien, Juquin (normale sup.), Francette Lazard, agrégée d'histoire-géographie, et enfin, non des moindres, Le Guen, secrétaire des cadres de l'UGICT (cadres CGT). Autant dire que les paroles d'ouverture vis-à-vis des intellectuels et cadres ne sont pas que des mots. Tant il est vrai que le travail en direction de ces couches est vital pour la mise en œuvre du projet de société qu'entend mettre en place le PCF.

Notons enfin la promotion de Gisèle Moreau, ce qui porte à quatre (au lieu de deux) le nombre de femmes au Bureau politique.

LEROY EVINCE DU SECRETARIAT

Le Secrétariat, émanation du Bureau politique, a la tâche de diriger le parti quotidiennement. L'éviction de Roland Leroy et de René Piquet de cette instance est d'importance. Il est sans doute hasardeux d'interpréter ce recul de la position de Leroy. On peut toutefois noter qu'il a dans le PCF l'image d'un dirigeant intransigent vis-à-vis des militants critiques, et notamment des intellectuels. Il pouvait devenir gênant, à partir du moment où la direction tente de se rallier les contestataires et de relancer le travail en direction des intellectuels.

Deux nouveaux au Secrétariat : pour Maxime Gremetz, ce n'est pas une surprise, il remplace pour les questions de politique extérieure Kanapa, décédé. L'ascension de Gisèle Moreau au Secrétariat (il n'y avait pas jusque là de femme au secrétariat) s'explique essentiellement par la popularité dont la députée de Paris jouit parmi les militants. Pour le reste, elle ne modifiera probablement pas les équilibres politiques au sein du secrétariat.

François NOLET

«Globalement contradictoire»

Congrès d'ouverture ? Congrès de glaciation ? Virage à droite ou à gauche ? Pas en avant ou pas en arrière ? A ceux qui posaient le problème en ces termes, le 23^e congrès du PCF aura finalement apporté plus d'interrogations que de réponses. Comme dans le projet de résolution, tout a été contrasté, voire contradictoire. Les attaques les plus virulentes contre les oppositionnels ont côtoyé des propos «ouverts», affirmant qu'il y avait du vrai dans ce qu'ils disaient. Les tonnerres d'applaudissements saluant la présence de Ponomarev, le représentant soviétique, ont été suivis de paroles crues sur les «survivances du stalinisme». Les déclarations sur le «rôle décisif de la classe ouvrière et des pauvres» ont côtoyé d'autres déclarations sur «l'apport décisif des intellectuels et des cadres». Les propos les plus sectaires sur les militants antinucléaires ont suivi les propos les plus «libéraux» sur le féminisme ou le régionalisme, etc..

Chacun, dans et hors du PCF, pourra en fait faire une lecture différente des travaux du 23^e congrès, et de ses résultats. C'était le but recherché par la direction.

Le 23^e congrès, avons-nous dit, aura une fonction essentiellement interne : celle de tenter de ressouder les rangs du PCF, et d'apporter des réponses aux très nombreux doutes et interrogations qui se sont fait jour depuis mars 78. De ce point de vue, il faudra attendre pour voir les répercussions du congrès à la base du PCF. Certes, les congressistes, une écrasante majorité de cadres intermédiaires, sont regonflés ; certes, le congrès va permettre de relancer l'activité... pour la campagne européenne. Mais qu'en sera-t-il après, et à propos des vraies interrogations ? Il y a loin de l'unanimité et de l'enthousiasme du congrès aux réunions de cellule.

Le 23^e congrès se présente comme «le prolongement et l'enrichissement du 22^e» c'est écrit en toutes lettres dans les nouveaux textes, et ce n'est pas faux. Le fond de la ligne du PCF reste le même : «L'avancée démocratique vers le socialisme» reste, de même que le projet défini au cours des années pré-électorales. La présence de Herzog, chantre de la nouvelle croissance, et de Le Guen, l'homme des cadres, au Bureau politique prouve abondamment cette fidélité au projet de capitalisme d'Etat.

L'union de la gauche reste aussi, Marchais l'a réaffirmé avec force. Simplement, elle n'est plus possible aujourd'hui, et c'est bien cette condition nouvelle qui dicte la nouvelle attitude du PCF. Celle-ci peut se résumer en trois points : d'abord, pour avoir des chances d'accéder au pouvoir, il faut en passer par l'alliance avec le PS. Le congrès a laissé la porte ouverte à une telle alliance. Ensuite, cette union ne peut être profitable que si le PS est moins dominateur qu'il ne l'était en 1977. D'où les attaques violentes, grossières, systématiques, dirigées contre lui. Enfin, il faut que le PCF se renforce : numériquement, ce qui implique une ouverture tous azimuts, et un gauchissement en parole «L'union à la base et dans l'action», et politiquement, d'où les appels au débat interne, d'où les yeux doux aux intellectuels, comme si eux seuls pouvaient se poser des questions. D'où enfin les facettes contradictoires d'une même ligne, destinées à séduire tout le monde.

La réponse de la direction, et principalement de Marchais, à la crise interne n'est pas sans habileté. Reste qu'on voit difficilement comment 5 jours de congrès parviendront à effacer 13 mois de contestation et d'interrogations.

Nicolas DUVALLOIS

Les délégations étrangères : Unité dans la diversité

Le PCF avait choisi de répartir samedi soir les délégations étrangères dans 21 «meetings de solidarité» dans différentes villes de la région parisienne et de province. Cela permettait d'éviter la juxtaposition d'interventions contradictoires entre elles ou gênantes. C'est ainsi que, à tout seigneur tout honneur, Ponomarev, représentant soviétique, a pu faire un triomphe en Seine-Saint-Denis en faisant un éloge des «immenses possibilités qu'offre le régime socialiste», en chantant les louanges de la politique extérieure de l'URSS et de la détente. Etant donnée la campagne des militants critiques sur la Tchécoslovaquie, la délégation tchécoslovaque avait été envoyée dans le Gard, département assez lointain pour décourager les oppositionnels, sans doute ! Le PCF avait pris soin de placer le DERG éthiopien dans les Yvelines tandis que la délégation du Front Populaire de Libération de l'Erythrée devait aller à Saint-Etienne. Curieusement, ces délégations ont disparu du compte rendu de *L'Humanité*, ainsi que la délégation somalienne attendue à Paris...

La composition sociale des congressistes

La composition sociale du congrès montre une baisse de la proportion des ouvriers, selon les chiffres avancés par le PCF lui-même. Sur les 1 992 délégués, dont 33,1% de femmes, un peu plus qu'au 22^e congrès (31,8%), le PCF déclare avoir 42,4% de délégués ouvriers (en y incluant les techniciens de fabrication). Ce chiffre est gonflé en comptabilisant comme ouvriers des gens qui sont permanents du parti ou de la GCT depuis des années, voire des dizaines d'années. Même selon ce critère, la proportion annoncée d'ouvriers (42,4%) est en baisse par rapport au congrès précédent (46,58%), ce dernier chiffre incluant aussi les techniciens de production.

Les ingénieurs, techniciens d'étude, cadres et professions libérales représentent 12,8 % des délégués du 23^e congrès contre 8,9 % au 22^e congrès.

La date d'adhésion des délégués donne une image, quoique déformée, du renouvellement de la base du PCF. 11,3% ont adhéré depuis le 22^e congrès, 42,5% depuis 1973 (après la signature du programme commun), et 67% depuis 1968. 59,5% ont une responsabilité au niveau de leur comité fédéral. La statistique ne précise pas le nombre de permanents parmi les délégués.

le nouveau bureau politique

Le bureau politique comprend 21 membres : Gustave Ansart, Mireille Bertrand, Jean Colpin, Charles Fiterman, Maxime Gremetz, Guy Hermier, Philippe Herzog, Pierre Juquin, Henri Krasucki, André Lajoinie, Paul Laurent, Francette Lazard, René Le Guen, Roland Leroy, Georges Marchais, Gisèle Moreau, René Piquet, Gaston Plissonnier, Claude Popere, Georges Séguy, Madeleine Vincent.

Le secrétariat est composé des sept membres du bureau politique soulignés ci-dessus.

Parmi les membres du bureau politique désigné au précédent congrès, un est décédé (Kanapa), quatre ne sont pas reconduits dans leurs fonctions : Guy Besse, Jacques Chambaz, Etienne Fajon et André Vieuguet. Tous quatre restent toutefois membres du comité central. Font leur entrée au bureau politique : Herzog, Juquin, Francette Lazard, Le Guen et Gisèle Moreau.

Le secrétariat voit le départ de Roland Leroy et de René Piquet, qui restent membres du BP. Deux nouveaux au bureau politique : Maxime Gremetz et Gisèle Moreau.

● Séguy insiste

Le secrétaire général de la CGT a réservé une interview pour *L'Humanité*, après avoir été réélu au bureau politique du PCF. Il y porte son appréciation sur le récent congrès de la CFDT : «Le recentrage découle en vérité de l'analyse qu'ont fait de la crise les dirigeants de la CFDT et, en étroite liaison avec cette analyse, du soutien qu'ils ont décidé d'apporter à l'intégration européenne». Décidément, les obsessions du PCF hantent les rêves de la direction confédérale CGT : l'an dernier les nationalisations, cette année l'Europe... Aucune invraisemblance ne fait reculer ces hommes.

CONGRES SPECTACLE

Congrès-spectacle, destiné non pas à élaborer la ligne mais à donner une image de marque au PCF, dans et hors de ses rangs, tel aura été le 23^e congrès. Les textes qui en sont issus, ou les organes dirigeants qui ont été élus, ne reflètent qu'imparfaitement ce qu'a été cet immense meeting, long de 5 jours, et regroupant plus de 3 000 personnes.

Chaque jour du nouveau, chaque jour des attractions plus spectaculaires ! Chaque jour un autre masque pour ce parti, qui décidément s'acharne à cacher son vrai visage.

Mercredi, c'était le jour de Marchais, et de son long rapport : cinq heures durant, tel un comédien, Marchais a interprété son texte, ménageant ses effets, modifiant sa diction selon les passages. Et tout cela sans la moindre initiative, puisqu'à la virgule près, il n'a fait que lire un texte que la presse possédait déjà. Les plus courageux des délégués ont commencé à prendre des notes, puis, lassés ils se sont calés sur leur chaise pour consommer la suite de ce morceau de bravoure. Ils auront tout le loisir de se défouler après, en applaudissant les délégations étrangères.

Jeudi, c'était la journée politique, celle des interventions porteuses d'un contenu un tant soit peu original. Dès le matin, le secrétariat du congrès a eu connaissance des demandes d'interventions, et tout s'est passé comme s'il avait choisi de grouper les interventions significatives dans la même journée. De fait, les congressistes écoutent, certains vont même jusqu'à prendre des notes. De Mazauric à Frioux, de Ralite à Herzog, de Garcia à Gisèle Moreau, les orateurs ont quelque chose à dire, même si c'est pour dévelop-

per ce qui était déjà dans le rapport Marchais. Est-ce un signe, les animateurs du stand Ricard me diront que la journée de jeudi a été la moins bonne pour eux !

LA POLITIQUE DU PCF, C'EST L'EVANGILE !

Quel contraste avec cette triste journée de vendredi, dont un commentateur dira qu'elle a été « globalement soporifique ». 23 interventions pourtant, mais 23 interventions construites sur le même type : dans mon département, la presse ment, le PS trahit, Giscard vend les usines à Bruxelles ou à Bonn, mais le PCF résiste, mais il est fort, mais il doit grandir encore. Envoyés au charbon, Hermier, Jackie Hoffman et Catala ne parviendront même pas à donner quelque souffle à cette morne journée. Il faudra attendre la fin de l'après-midi, pour entendre du neuf : une militante chrétienne qui dit en substance que l'Évangile et la politique du PCF, c'est un peu la même chose, et qui appelle les chrétiens à rejeter le double langage du PS. Le diable, on vous dit...

La journée se terminera



Fait exceptionnel : tous les votes n'ont pas été unanimes

d'ailleurs plus tôt que prévu, certains délégués devant partir pour les meetings de provinces, avec les représentations étrangères.

Samedi matin, la fatigue commence à apparaître. Non pas à cause des horaires de travail : 9 h - 19 h, avec 1 h 30 pour manger et près d'une heure de pause au total, mais parce que si ça doit être comme la veille... Mais samedi, les premières commissions commencent à rapporter. Les finances du PCF, tout d'abord. Sujet brûlant, qui sera vite expédié cependant, le rapporteur affirmant que le PCF est « le

seul parti à présenter publiquement des comptes qui sont vrais ». Puisqu'il le dit... On apprendra pourtant que le budget du PCF est en augmentation de 40 % par rapport à 1976, qu'en 1979 les ressources s'élèveront à 16 milliards d'anciens francs, dont 40 % viennent des cotisations, 25 % des « ristournes » d'élus, et 35 % d'une « souscription nationale ». On apprendra aussi que le salaire d'un parlementaire est de 45 000 francs, et que le CC n'emploie « que » 214 permanents.

Le dernier orateur inscrit, le secrétaire fédéral de la Manche, n'est pas le

plus brillant : il dénonce avec force les « antinucléaires », « aidés par le pouvoir » (sic) et suppôts du PS. Ce qu'ils veulent, c'est « affaiblir la France », mais heureusement « le PCF est là, avec sa position courageuse et conséquente ». Il ne sera que peu applaudi.

Au total, 63 délégués seront intervenus à la tribune, dont 15 femmes. Parmi eux, 15 membres du CC sortant, et 16 secrétaires fédéraux. Seuls 4 orateurs n'étaient « que » secrétaires de cellule.

DES ACCROCS A L'UNANIMITE

Vient le tour des votes. Celui du rapport Marchais tout d'abord. Une forêt de mains levées, un tonnerre d'applaudissement : unanimité. Puis le vote sur la résolution, précédé d'un rapport de Fitermann. Pendant la préparation du Congrès, 82 cellules ont voté contre le projet de résolution. Sur les 20 446 délégués aux conférences fédérales, 63 ont voté contre, 151 se sont abstenus. 4 717 amendements sont parvenus aux conférences fédérales, 800 ont été transmises au congrès. La commission a réussi le tour de force d'en retenir 315, sans pour cela modifier en rien — bien sûr — le sens du projet de résolution. S'ajoutent au projet initial un développement sur les libertés, des précisions sur l'attitude du PCF envers la Chine, et un long catalogue revendicatif. C'est lui qui a constitué l'essentiel des amendements.

Les délégués n'ont pas même pris la peine de lire les amendements : ils ont fait confiance à Fitermann, et voté à l'unanimité.

Dimanche, c'était le jour de la fête. Sous la présidence d'un Séguéy débonnaire, le PCF a montré un autre masque : celui de l'apparente démocratie. Amendés dans les détails,

les statuts ont été adoptés à l'unanimité... moins une abstention. Courageusement une militante d'Aix-en-Provence a levé bien haut son mandat, attendant longtemps que Seguy la voit. Ce petit épisode a refroidi la salle, d'autant plus qu'il faisait suite à un autre : lors du vote sur la liste des candidats au CC, Claude Frioux s'était abstenu.

Curieuse pratique que celles des élections au CC. D'abord, Plissonnier donne la liste des 145 noms proposés par la commission des candidatures. Ensuite, un vote à lieu, à main levée, pour savoir qui est d'accord avec la liste. Ce n'est qu'une fois ce vote effectué que peut s'engager l'autre vote, à bulletin secret. Les modifications à la direction n'ont pas suscité de réactions immédiates. Ce n'est qu'après la clôture, dans les couloirs, que les délégués commencent à commenter les résultats, notamment ceux de Leroy, le « mal élu » disait un journaliste de *France Nouvelle*.

Marchais, lui, a été bien élu, sous un tonnerre d'applaudissements. Son discours de clôture fut fréquemment interrompu par les ovations.

Après qu'un œillet rouge eût été distribué à chaque participant, main dans la main, les délégués entonnèrent l'Internationale, et la Marseillaise. Visible-ment, tous étaient contents de « leur » congrès.

Un bon souvenir en quelque sorte. Venus là pour se redonner du moral, les congressistes avaient atteint leur but. Comme au sortir d'une belle fête, les visages étaient même un peu tristes en partant. Peut-être les délégués pensaient-ils aux réalités qu'ils allaient retrouver ?..

N.D.

LES DEUX USAGES DE LA GUERRE IDÉOLOGIQUE

Il ne faisait pas bon d'être journaliste la semaine dernière, dans l'enceinte du 23^e congrès. A plusieurs reprises, on a frôlé l'incident entre les journalistes et un service d'ordre tatillon, voire arrogant. Par deux fois au moins, les congressistes ont tenté d'interrompre des comptes rendus de télévision en direct, en scandant des slogans du genre « pour savoir la vérité, lisez l'Humanité », ou encore « des journalistes communistes à la télé ».

Cette agressivité n'a rien d'étonnant au regard du flot de paroles hostiles à la presse qui ont pu être déversées de la tribune, notamment de la part des dirigeants. Indépendamment des vérités dites sur les manœuvres de Giscard à la télé, ou sur celles de Hersant ou de Perdriel, il s'agissait pour la direction de convaincre les militants présents que tout ce que dit la presse est faux, et suscité de l'Élysée, de Bruxelles ou de Washington. Tout, et en particulier les informations qui font état de la crise interne au PCF. Militants du PCF, ne lisez que *L'Humanité*, tout

le reste n'est que mensonge, tel est le raisonnement que la direction a tenté d'inoculer aux congressistes.

La « guerre idéologique », puisque c'est bien d'elle qu'il s'agit, ne semble pas avoir les mêmes effets pour les dirigeants. On les comprend, puisque c'est eux qui ont inventé la formule dans le but de resouder les rangs de leur parti. Ce que ne sauront pas les congressistes, puisqu'ils ne lisent que *L'Humanité*, c'est la vraie manière dont les dirigeants se comportent vis-à-vis d'eux. Ainsi, alors que les congressistes s'échouaient à

prendre des notes sur le rapport Marchais, les journalistes, eux, possédaient le texte.

Ainsi Fitermann nous a-t-il donné dès samedi midi les grandes orientations de la commission des résolutions. Les premiers concernés, les congressistes, ne les connaîtront que plusieurs heures plus tard. Ainsi, dès samedi encore, Marchais a-t-il donné aux journalistes des indications précises sur les changements qui allaient intervenir dans la direction. Au même moment, la commission des candidatures continuait ses travaux. Ainsi Catala, dirigeant des JC, après avoir tenu des propos virulents contre la presse la veille, allait-il faire un tour dans la salle de presse pour tenir des propos du genre : « Moi aussi, il y a des moments où je me fais chier à ce congrès », ou encore : « Je suis un dirigeant, moi, je suis pas le délégué d'un Can-

tal ! » (sic). Et nous ne citerons pas ses propos sur « les petites secrétaires de l'organisation ». Plus généralement, la télévision a eu toutes les facilités, pour autant qu'elle les demande aux dirigeants. Vendredi, en fin de matinée, les techniciens ont pu même s'installer, avec tout leur matériel, au beau milieu de la salle, quitte à perturber les travaux : il est vrai qu'il s'agissait d'interviewer Paul Laurent. Tant pis pour l'orateur. On pourrait multiplier les exemples. Tous vont dans le même sens. La guerre idéologique, l'excitation contre la presse, ce sont des notions destinées aux militants. Les dirigeants, eux, ne veulent qu'une chose : avoir accès aux grands médias de la bourgeoisie. Comme le disait l'un d'entre eux, toujours en aparté bien sûr : « C'est pas avec les Humanités qu'on vend qu'on pourra faire passer nos idées ! ».

CHINE

(Suite de l'article paru dans notre édition de samedi - dimanche)

Le débat pour le renforcement de la démocratie se poursuit (2)

Voici quelques mois, l'ancien président des Etats-Unis, Richard Nixon, invité par la télévision française aux «Dossiers de l'écran», évoquait la lutte menée en Chine pour le développement de la démocratie et pour la réalisation des «quatre modernisations» (agriculture, industrie, sciences et techniques, défense nationale). Il y voyait le signe d'une «démaoïsation», d'une renonciation à la lutte révolutionnaire, pour se consacrer à des objectifs — du point de vue de Nixon — plus «réalistes». Nixon ne faisait ainsi que traduire un espoir permanent des milieux impérialistes, celui de voir la Chine, pays socialiste, restaurer le capitalisme.

C'est fondamentalement ce point de vue qui s'est exprimé ces derniers mois, de diverses manières, à travers les mass-média en Occident. On en a vu un échantillon avec Alain Jacob, correspondant du Monde à Pékin, celui-ci n'étant pas à une simplification et à une contradiction près dans son raisonnement et sa présentation des choses. Lui aussi, a d'abord «accueilli» le débat en Chine, pour renforcer la démocratie et impulser les «quatre modernisations», comme le signe de la «démaoïsation», de la renonciation de la Chine aux idéaux révolutionnaires, interprétation prenant prétexte de la ferme condamnation des conceptions véhémement par la bande des Quatre qui, sous un visage «ultra-gauche», sabotaient la démocratie pour le peuple et le développement de ses moyens matériels d'existence.

Mais, voilà que face à un débat qui a souligné, et souligne avec force le ren-

forcement de la démocratie et la modernisation, en Chine, aujourd'hui, s'inscrivent dans le processus d'édification du socialisme, qu'ils constituent une lutte pour le renforcement de la dictature du prolétariat, A. Jacob comme d'autres commentateurs, ont laissé entendre que ces objectifs tendaient à être purement et simplement abandonnés. Après le «printemps de Pékin», la normalisation ! Autrement dit, la seule alternative pour la Chine serait : ou la modernisation et la démocratisation mais, à l'occidentale, autrement dit de type capitaliste, ou le maintien de la voie socialiste mais alors, la démocratie et la modernisation ne peuvent se développer. Pourtant, comme le soulignent avec netteté les positions affirmées dans le débat en cours, en Chine, les déclarations des dirigeants des différents organismes de la société chinoise : gouvernement, parti, organisations de masse, etc, ou les édi-

riaux des divers journaux, la réduction de la réalité à l'alternative sans espoir, présentée par Jacob et ses semblables, n'existe que dans leur tête.

«A LA CHINOISE»

Ainsi, l'éditorial du *Renmin Ribao*, l'organe central du Parti communiste chinois, publié à l'occasion du 1^{er} mai dernier, soulignait notamment : «Notre tâche historique est de rechercher une voie de modernisation spécifique à la Chine (...). Nous avons besoin aussi bien des sciences que de la démocratie. Sans démocratie, il n'est pas question de socialisme ni des quatre modernisations. L'histoire est créée par le peuple. La modernisation à la chinoise doit être accomplie par les masses populaires sous la direction du Parti. Par la démocratie, nous entendons une démocratie socialiste et non une démocratie bourgeoise. Celle-là est une démocratie du grand nombre, beaucoup plus large que celle-ci».

Sept mois plus tôt, début octobre, un long article du *Renmin Ribao* avait largement développé le point de vue de la direction du Parti communiste sur : quelle démocratie développer en Chine. Montrant en quoi la condamnation des Quatre sur la «dictature intégrale du prolétariat» n'était pas une remise

en cause de la dictature du prolétariat elle-même mais son renforcement, l'article soulignait : «Il faut appliquer la démocratie au sein de la classe ouvrière et du peuple pour les mobiliser en force puissante en vue d'imposer une dictature efficace sur la bourgeoisie et les autres classes exploiteuses. Si l'on agissait autrement et n'écrasait pas leurs résistances et sabotages, la démocratie au sein du peuple ne pourrait être assurée. Par conséquent, la démocratie populaire est la condition et la base de la dictature sur les classes ennemies».

ENCORE SUPERIEURE A LA DEMOCRATIE BOURGEOISE !

Prolongeant ce débat, plusieurs articles ont été publiés en avril dernier, mois marqué par la commémoration des événements d'avril 1976, où un mouvement de masse de grande ampleur, temporairement réprimé par les Quatre, donna le signal du grand mouvement de lutte récent pour la démocratie en Chine. Ainsi, le 14 avril, le *Beijing ribao*, par un article à la Une, après avoir remarqué : «Bien que la démocratie en Chine ne soit pas tout à fait parfaite, elle est encore supérieure à celle de la bourgeoisie», il soulignait notamment : «La démocratie en Chine n'a pas été suffisamment

développée. Au moment où Lin Piao et la bande des Quatre sévissaient, les droits démocratiques du peuple furent bafoués. Toutes les lois et les décrets restèrent lettre morte. Lin Piao et la bande des Quatre, qui avaient usurpé l'Etat, exerçaient une dictature fasciste sur le prolétariat. Actuellement, certaines gens ont profité d'une telle situation pour attaquer la dictature du prolétariat comme «origine de tous les péchés». Il s'agit là d'une dénaturation des faits, et d'une interversion de l'histoire. Cela est purement et simplement réactionnaire. Imputer les crimes commis par les Quatre à la dictature du prolétariat, c'est totalement absurde».

LA DEMOCRATIE CONTRE L'ULTRA-DEMOCRATISME

Dans le cours du débat engagé pour renforcer la démocratie, le Parti communiste chinois a souligné à de nombreuses reprises que la lutte de masse pour la démocratie devait s'opposer à l'ultra-démocratie et à l'anarchie. Stigmatisant la politique suivie par les Quatre, le Parti communiste chinois a mis en évidence le fait que c'est par le biais de l'ultra-démocratie et de l'anarchisme, que ceux-ci exerçaient leur dictature sur le peuple. En effet, par

exemple, c'est au nom d'une «démocratie tous azimuts», sous le prétexte fallacieux de défendre le principe d'«oser se révolter», que les Quatre appelaient à évincer la grande masse des cadres, y compris des cadres vétérans, des cadres les plus expérimentés qui, malgré leurs erreurs, avaient témoigné de leur dévouement à la cause du peuple et du socialisme. C'est sous ce prétexte que les Quatre suscitaient la division à l'infini des travailleurs entre eux, en les encourageant à se diviser en clans s'opposant violemment entre eux. C'est pourquoi le Parti communiste chinois souligne que la lutte pour la démocratie, remettant en cause les Quatre et leur conception, mais non le rôle du Parti lui-même, est inséparable de la concentration des efforts des masses pour la réalisation du socialisme, une lutte qui, comme nous le verrons, vise aussi au renforcement de la base matérielle du socialisme. On conçoit, dans ces conditions, qu'il y ait entre cette lutte que mènent aujourd'hui les masses chinoises et la «campagne pour les droits de l'homme» de Carter, quelque distance.

(A suivre)

Jean-Paul GAY

La Chine prend l'initiative de libérer des prisonniers vietnamiens

Alors que la quatrième session des négociations sino-vietnamiennes devait commencer samedi à Hanoï, le gouvernement chinois a pris la décision de commencer à libérer unilatéralement une partie des 1 600 prisonniers vietnamiens détenus par la Chine. Un premier groupe d'une centaine de prisonniers sera conduit à la frontière le 19 mai. Une délégation de la Croix Rouge internationale qui se trouve en Chine actuellement a été invitée à assister à cette opération.

Cette mesure unilatérale de la Chine intervient après que le gouvernement vietnamien ait rejeté l'offre faite le 4 mai par la délégation chinoise d'organiser l'échange des prisonniers par l'intermédiaire des Croix Rouge des deux pays. Le chef de la délégation chinoise a invité la Croix Rouge vietnamienne à engager les discussions

avec la Chine à l'occasion de la remise des prisonniers le 19 mai.

POLEMIQUE SUR LA BASE DE CAM-RANH

Selon des observations américaines, non seulement les navires de transport et des bâtiments russes utiliseraient le port vietnamien de la baie de Cam-Ranh, (base très moderne aménagée par les USA), mais également des sous-marins Fox-Trot, équipés de 22 torpilles, peut attaquer des navires ou d'autres bâtiments. L'investissement de la base de Cam-Ranh par la marine soviétique constitue une menace directe pour les lignes maritimes d'approvisionnement en pétrole et en matières premières du Japon. Le gouvernement japonais avait d'ailleurs menacé de supprimer son

aide économique à Hanoï s'il s'avérait que le Vietnam accordait des bases à l'URSS.

Cependant, Hanoï a opposé un démenti aux informations selon lesquelles Cam-Ranh est devenue une base pour les bâtiments de guerre et les sous-marins soviétiques. Le ministre vietnamien des Affaires Etrangères a déclaré la semaine dernière, à ce sujet : «Le Vietnam n'accueille aucune base militaire étrangère et ne permet à aucun autre pays d'utiliser son territoire pour menacer l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale d'un pays tiers quel qu'il soit». Il a cependant ajouté : «L'accès de bâtiments de guerre soviétiques aux ports vietnamiens constitue un arrangement normal entre pays entretenant des relations amicales».

Cette déclaration se situe dans le droit fil de la

conception soviétique de la «démilitarisation». En effet, l'URSS a des bases navales une conception restrictive : pour elle, il ne s'agit que des bases à statut «extra-territorial» du type de celles de Diego-Garcia pour les USA ou Djibouti pour la France. Partant de ce point de vue, l'URSS et ses alliés prétendent que la flotte soviétique n'a, elle, que des «facilités» ou des arrangements au Yémen du Sud ou sur la côte érythréenne occupée par l'Ethiopie, ce qui est une façon de minimiser le déploiement du dispositif soviétique utilisant un certain nombre de points d'appui. On peut se demander si c'est avec de tels arguments que le gouvernement vietnamien va persuader les pays d'Asie du Sud-Est et le mouvement des non-alignés de sa «neutralité».

J.P. C.

Galley au Bénin

Le ministre de la Coopération Galley a effectué la semaine dernière un voyage officiel en République Populaire du Bénin (ex-Dahomey). Les relations entre la France et le Bénin étaient restées tendues depuis le 16 janvier 1977, date à laquelle un groupe de mercenaires français, faisant un raid sur Cotonou, avait vainement tenté de renverser le régime du président Kérékou. Le gouvernement du Bénin avait donné des preuves précises de la responsabilité des services secrets français et de certains Etats voisins «amis de la France» dans cette entreprise de déstabilisation. Au cours de son voyage, Galley a discuté de la remise en route des projets auxquels la France était associée. Il a inauguré une séance de la commission franco-béninoise qui doit les mettre au point. Galley a été contraint de signer un communiqué commun qui déclare que «la France et le Bénin condamnent avec force toute agression armée contre tout Etat souverain et l'organisation du mercenariat dont l'activité criminelle vise à la déstabilisation des régimes».

Rectificatif

Dans notre édition du 11 mai, quelques lignes manquantes ont rendu incompréhensible un passage de la 3^e colonne de notre article sur les SALT en page 7. Il fallait lire : «Depuis cette date, l'URSS a, dans le cadre d'un gigantesque effort militaire, rattrapé son retard sur les USA, dans le domaine nucléaire ; elle serait même, prétendent certains experts, en position de les dépasser, alors qu'elle dispose déjà d'un avantage certain dans le domaine des armements conventionnels».

Par ailleurs, dans le titre il fallait lire : «Salt II : Brejnev et Carter définissent des «principes» pour la course aux armements».

Plan pour l'énergie, accords SALT

CARTER FACE AU CONGRES AMERICAIN

C'est sur deux questions fondamentales, son plan pour économiser l'énergie, et la ratification des accords SALT II qui doivent être signés à la mi-juin, que Carter se trouve aujourd'hui en butte à

Carter accorde une très grande importance aux différents volets de son plan sur l'énergie. Il s'agit de garder à la superpuissance les armes que constituent sa propre production et le contrôle du marché pétrolier mondial par des grandes compagnies US. Et il s'agit d'éviter que les USA soient vulnérables en cas de pénurie grave. Carter a désigné un secrétaire d'Etat à l'Energie, Schlesinger, pour élaborer à cette fin une politique d'économies d'énergie.

Or, jeudi dernier, la Chambre des représentants a repoussé un plan de rationnement de l'essence, pourtant déjà amendé. Près de la moitié des démocrates ont voté contre, souvent —semble-t-il— parce qu'ils estimaient que les quotas fixés étaient défavorables à leurs Etats. Ce vote annonce de nouvelles difficultés pour d'autres parties du plan énergétique que le Congrès doit examiner. Il semble que, vu le manque de crédibilité de l'exécutif, une bonne partie de l'opinion publique soit très sceptique sur la réalité des risques de pénurie, mis en avant par Carter. Le président américain a accusé

les représentants d'irresponsabilité et a invité le Congrès à faire des propositions pour un plan d'économies d'énergie.

SALT : «C'EST MAL PARTI»

Selon le *New-York Times*, le débat qui va s'engager au Sénat pour la ratification des accords SALT (sans doute en octobre) va constituer le plus important affrontement entre un président américain et le Sénat depuis qu'en 1919 le Sénat avait rejeté la participation des USA à la Société des Nations. En effet, la Constitution exige que le Sénat ratifie les traités internationaux à une majorité des deux tiers.

En 1972, le premier accord SALT avait été ratifié à une très large majorité, 88 contre 2. Aujourd'hui, bon nombre de sénateurs semblent hésitants soit qu'ils fassent état du développement considérable de l'arsenal soviétique, soit parce qu'ils mettent en doute les moyens de vérifications dont peuvent disposer les USA, vis-à-vis du déploiement des armements nucléaires stratégiques de l'URSS. De plus, Carter a annoncé qu'il ne

l'opposition des représentants et des sénateurs américains. Cela alors que la deuxième moitié de son mandat est entamée et que la campagne pour les prochaines présidentielles s'amorce.

pourrait admettre d'amendements sur le fond.

Le sénateur républicain Baker, qui a souvent soutenu la politique étrangère de Carter, s'est déclaré opposé à la ratification, affirmant que «ce traité était mal parti». Le sénateur Nunn, spécialiste des questions militaires, a déclaré : «Nous ne sommes pas vraiment entrés en compétition avec l'URSS dans le domaine militaire. Si nous et nos alliés nous ne nous préparons pas à le faire, un accord sur le contrôle des armements avec Moscou ne peut guère faire autre chose que sanctionner la supériorité militaire soviétique».

D'autres sénateurs, qui mettent en avant le manque de moyens de vérification des accords, parlent surtout de la perte des deux stations d'écoute qui étaient situées en Iran. Selon le directeur de la CIA, Stanfield Turner, les USA ne pourraient pas trouver de moyens de surveillance remplaçant ces stations avant 1984.

Dans une déclaration faite à la Maison Blanche, Carter a solennellement mis en garde les sénateurs contre un refus de ratifier les accords. Il a déclaré

que c'était «la plus importante réalisation faite au cours de sa vie pour le pays», affirmant qu'un refus du Sénat serait «un coup très dur porté à la paix mondiale» et ferait «considérer les Etats-Unis comme fauteur de guerre».

Les contradictions qui se manifestent ainsi, à l'heure actuelle, entre le Sénat et le président américain, outre les raisons de politique intérieure ne peuvent être séparées du contexte global des relations URSS-USA. Le sommet Brejnev-Carter, prévu pour la mi-juin, doit en effet, traiter non seulement des SALT mais de la situation dans les différentes régions du monde où s'opposent les deux superpuissances. L'impérialisme américain semble rester attaché à la politique dite de «détente», dont Carter se réclame, mais des voix s'élèvent pour critiquer les reculs américains et affirmer que c'est l'URSS qui profite le plus de la «détente»; la lettre que plus d'une centaine d'officiers supérieurs avaient adressée à Carter il y a quelques mois à ce sujet témoignait de cette préoccupation, présente au sein même des sphères dirigeantes américaines.

● Pierre Lamy, notre camarade, est en prison, pourquoi ?

Le 23 mars, que s'est-il passé à Paris ? Le centre hospitalier intercommunal de Montreuil, comme des centaines d'entreprises, se trouvait à la manifestation organisée le 23 mars pour la défense de l'emploi. Déjà notre hôpital menait des actions, notamment par rapport aux effectifs, et d'autres nombreuses revendications se rapportant au CHI de Montreuil. C'est ce jour-là, le 23 mars, que notre camarade Pierre Lamy fut, comme beaucoup d'autres manifestants, arrêté par la police, qui l'accusait de coups et violences à agents.

Lors de cette manifestation, beaucoup de gens ont été injustement arrêtés et condamnés, ce qui a permis au gouvernement de remettre en cause des libertés syndicales, le droit de grève et le droit de manifester. Cette attaque contre nos droits et libertés fondamentaux est inadmissible, dans un pays qui se dit libéral et démocratique. Maintenant, cela suffit ! Assez de prises en otage ! Il faut libérer notre camarade Pierre Lamy, sans aucune condamnation, et lui rendre son emploi qu'il a perdu à cause de son arrestation arbitraire.

Il doit passer devant la Chambre d'accusation mardi 15 mai à 9 heures, pour sa demande de mise en liberté provisoire.

Communiqué de presse du syndicat CGT du CHI de Montreuil

● Condamnations du 23 mars : le lycée Paul Valéry à Paris occupé

Pour protester contre les condamnations qui touchent arbitrairement des manifestants du 23 mars, condamnations alourdies en appel, et pour réclamer la libération des inculpés, notamment de l'un des leurs, Gilles Desraisses, les lycéens de Paul Valéry à Paris ont entrepris l'occupation de leur établissement. Entamée dès vendredi matin, cette action a reçu le soutien de certains professeurs et parents d'élèves.

IRAN

13 personnalités de l'ancien régime réfugiées à l'étranger ont été condamnées à mort par les tribunaux révolutionnaires islamiques. Parmi la liste, on relève le Shah, sa femme et sa sœur jumelle, ainsi que les trois derniers premiers ministres du régime Pahlavi. Le tribunal a ajouté que l'exécution de ces sentences sera «légitime», «où qu'elle se produise».

AFGHANISTAN

La guérilla opposée au régime pro-soviétique mène actuellement des combats à 15 kilomètres de la capitale Kaboul. Ses dirigeants ont affirmé qu'ils contrôlent le col qui commande l'accès Sud de la ville. Trois MIG auraient été abattus, et l'armée ne contrôlerait plus que quelques centres urbains et axes de communication.

ZIMBABWE

Les deux organisations membres du Front patriotique rhodésien, la ZANU et la ZAPU, ont décidé de créer un commandement unifié pour leurs armées respectives.

«UN CONGRES IMPORTANT ET DIFFICILE»

Bien avant l'ouverture du 38^e congrès confédéral de Brest, Edmond Maire avait annoncé partout que ce serait un congrès à la fois important et difficile. Le déroulement des travaux a confirmé largement

Important, le congrès de Brest l'a été sur bien des points. D'abord, sur le constat lucide dressé à plusieurs reprises concernant les difficultés auxquelles se heurtent aujourd'hui les travailleurs : une politique patronale particulièrement dure, le poids du chômage, les divisions qu'il entraîne et que les patrons multiplient à souhait... Constat aussi de l'écart important entre les tâches qu'une telle situation exige d'une organisation syndicale ouvrière, et la réalité de la mobilisation effectuée... Réaffirmation enfin qu'il est vain de tout miser, ou presque, sur un changement «venu d'en haut».

De cette série de constatations ont découlé moins de verbalisme et de volontarisme aveugle, et la nécessité de «remettre l'action syndicale au centre».

Important, le congrès de Brest l'a été aussi par la bataille imposée et gagnée sur la question des 35 heures sans perte de salaire. Victoire qui n'était pas

acquise, et que la direction sortante avait tout fait pour empêcher par des artifices de textes et de procédure peu glorieux : dans un même amendement sur les 35 heures, on trouvait à la fois la revendication elle-même, et des mots anodins qui signifiaient en clair que la CFDT était bien d'accord avec les 35 heures, mais qu'on négocierait une baisse de salaire ou toute autre compensation. Cette tentative déjouée est une des victoires importantes de ce congrès, parce qu'elle réaffirme le caractère de classe du syndicalisme que veulent les travailleurs !

Important, le congrès de Brest l'a été aussi par les choix exprimés sur l'Europe, affirmant la nécessité d'une autonomie de décision suffisante, de rapports nouveaux avec le Tiers Monde, en même temps que la lutte contre la domination capitaliste en Europe, et refusant nettement les campagnes chauvines auxquelles on assiste de la part des forces liées au PCF.

ses prévisions, malgré les accents un peu triomphalistes que le secrétaire de la CFDT avait retrouvés, dès le vote du quitus, qui lui donnait une majorité peu confortable (moins de 57 % des voix).

UN CONGRES DIFFICILE

Difficile, ce congrès l'a été pour la Confédération à plus d'un titre.

D'abord, pour unifier les points de vue dans le syndicat. L'opposition qui s'était développée, sur des bases différentes de celles du congrès d'Annecy, s'est largement fait entendre. Et si Maire, dans son discours de réponse à la fin du débat général, s'est permis de faire un tableau, caricatural par bien des aspects, d'une opposition qui passerait son temps à tourner autour du siège du patronat, en criant bien fort qu'il faut «globaliser» les luttes, comme si le siège du CNPF était à Jéricho, cette référence biblique ne suffira certainement pas à effacer la réalité d'une gauche syndicale bien vivante, qui ne se reconnaît absolument ni dans les orientations confédérales, ni dans des schémas d'opposition. Plus d'un vote a démontré cette réalité.

Difficile, ce congrès l'a été aussi pour les normalisateurs dans la CFDT. Bien sûr, la motion présen-

tée par 140 syndicats de toutes les branches, demandant que Claude Bernard, secrétaire de la fédération d'Usinor-Dunkerque, suspendue par la FGM, puisse venir s'expliquer devant le congrès, a été écartée par la confédération. Mais ce mépris ouvert de la démocratie n'a pas forcément servi ses auteurs. La voix des «normalisés» s'est malgré tout fait entendre dans ce congrès, et il n'est pas dit qu'à l'avenir, certains pèseront davantage les choses avant de se lancer dans de telles opérations répressives.

Difficile, le congrès de Brest l'a été encore pour arriver à mettre sur pied une équipe dirigeante largement reconnue. Un secrétaire général qui arrive 15^e sur 31, un secrétaire général adjoint, Jacques Chérèque, qui arrive bon dernier, avec moins de voix que le candidat d'un autre collège non élu, pour ne prendre que ces deux exemples, cela n'est assurément pas le signe d'une unanimité sur les hommes et leurs orientations...

Difficile enfin, pour la pratique que la Confédération impulsera dans les mois qui viennent, car c'est là-dessus aussi et sans doute surtout, que les syndiqués l'attendent. Le quitus voté par le congrès n'a rien d'un chèque en blanc.

UN CONGRES POSITIF

Pour la gauche syndicale, le bilan de ce congrès est donc globalement positif, malgré des limites sensibles dans le déroulement des travaux. D'une part, une tendance au schématisme a marqué un certain nombre d'interventions, et n'a pas servi à rassembler ceux qui ne se retrouvent pas dans les orientations confédérales. D'autre part, bien des choses n'étaient pas mûres, du fait des conditions de préparation du congrès, de l'état du débat lui-même, de l'avancée sur des propositions plus concrètes. Cela dit, la gauche syndicale a pris, lors de ce congrès, la conscience de sa force et de ses tâches de clarification, de proposition dans la CFDT, et c'est un gage pour l'avenir.

Monique CHERAN